

Unité Interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 15/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **BOUYER LEROUX STRUCTURE**

Z.I Les Plantées  
CS 90520  
42680 Saint-Marcellin-en-Forez

Références : UID4243-MEA-022-0319  
Code AIOT : 0006101308

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement BOUYER LEROUX STRUCTURE implanté L'Horme Les Appens 42450 SURY LE COMTAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYER LEROUX STRUCTURE
- L'Horme Les Appens 42450 SURY LE COMTAL
- Code AIOT : 0006101308
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Sury-le-Comtal, autorisée par arrêté préfectoral du 20/12/2013, permettait d'alimenter en argile l'usine de fabrication de produits en terre cuite de Saint Marcellin-en-Forez.

Dans le cadre de la « recentralisation » de cette activité sur l'usine de Mably, l'usine de Saint Marcellin-en-Forez a fermé en 2018 et la carrière de Sury-le-Comtal a connu sa dernière campagne d'extraction en 2016. La carrière n'a donc été exploitée que 3 ans suite à l'entrée en vigueur du dernier arrêté préfectoral.

On note par ailleurs que depuis l'autorisation en 2013, la production a toujours été très inférieure à la production moyenne autorisée de 185 000 tonnes/an.

On note par ailleurs que ce site est à jour de ses obligations en terme de garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- phasage d'exploitation
- suivi écologique
- remise en état

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 16	/	Sans objet
2	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11	/	Sans objet
4	Phasage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 20.1	/	Sans objet
7	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 27.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Limite des secteurs exploités	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 19	/	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 19	/	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 22	/	Sans objet
8	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 27.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Ce site doit être remis en état au plus tard en décembre 2023. La vérification des prescriptions relatives à la biodiversité montre que l'exploitant a mis en place un suivi régulier; en revanche, la gestion de la zone humide n'a plus été faite depuis 2019.

Le plan d'exploitation du site n'a pas été actualisé suite à la dernière campagne d'extraction; on observe également que le dernier plan d'exploitation de 2015 présente un périmètre non conforme, intégrant la parcelle BH112 non autorisée dans l'arrêté préfectoral.

L'exploitant doit également s'assurer de la clôture du site côté ouest de l'Horme et renforcer le signalement du danger de chute et de noyade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, clôture et barrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture solide, efficace et entretenue ou par tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part à proximité des zones clôturées.  L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b> Une partie seulement du périmètre autorisé à été vu le jour de l'inspection. Les clôtures étaient présentes. Le jour de l'inspection, le passage côté ouest de l'Horme donnant sur un champ cultivé était toutefois ouvert. La clôture doit être rétablie.  Peu de panneaux signalant le danger ont été observés. Ce signalement doit être particulièrement renforcé pour les zones de risque de chute et notamment sur les hauteurs du front en limite nord de l'Horme. De même le signalement du risque de noyade doit également être renforcé pour chaque point d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Registres et Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur la carrière et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Sur demande de l'inspection des installations classées, ce plan sera établi par un géomètre. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.
<b>Constats :</b> Le dernier plan d'exploitation transmis date de décembre 2015. Étant donné que la dernière campagne d'extraction a eu lieu en 2016, l'exploitant doit transmettre un plan d'exploitation actualisé. Ce plan doit notamment faire figurer le périmètre autorisé selon l'arrêté préfectoral du 20/12/2013 (sans la parcelle BH112).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Limite des secteurs exploités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Distance limite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des secteurs exploités sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre de l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.  Les talus en bordure de la voie SNCF présents dans la bande des 10 mètres seront arasés pour atteindre la cote du terrain exploité. L'exploitation du gisement doit être conduite de manière à ce que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.
<b>Constats :</b> Une partie seulement du périmètre autorisé a été vu le jour de l'inspection. Le retrait correspondant à la bande des 10 mètres a pu être observé.  Étant donné l'arrêt de la carrière, les talus en bordure de voie SNCF n'ont pas été arasés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 20.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande.
<b>Constats :</b> L'avancée de l'extraction ne correspond pas au phasage prévu initialement du fait de la faible activité d'extraction : <ul style="list-style-type: none"><li>- côté Les Appens : l'extraction devait atteindre la côte 357 m NGF au centre du site en 2018, la côte minimale actuelle est de 374 m NGF,</li><li>- côté l'Horme : l'extraction devait atteindre 369 m NGF en 2018 (côté ouest), elle est à environ 384 m NGF actuellement.</li></ul> On constate que la parcelle BH112 (côté les Appens) devait être réaménagée au plus tard en février 2014, or cette parcelle est incluse dans le périmètre autorisé et exploitable sur le plan d'exploitation de décembre 2015 et n'apparaît pas en zone réaménagée. Le plan d'exploitation doit être mis à jour en conséquence. Le réaménagement de cette parcelle devra être intégré au dossier de cessation d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gradin/Banquette/Pente
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des gradins n'excédera pas 4 m et la largeur des banquettes ne sera pas inférieure à 15 m.  Afin d'éviter tout risque de glissement, la pente générale des talus résiduels sera réglée à une pente de 34° au maximum. Cette pente pourra atteindre 45° avec une banquette séparative de 5 m de largeur près de l'appui du pont enjambant la voie ferrée sur une distance d'au moins 20 m.  Aucune extraction ne doit être réalisée au dessous de la cote 357 NGF pour la partie Appens, 369 NGF pour la partie l'Horme.
<b>Constats :</b> Le site dont l'exploitation est abandonnée depuis 2016 est envahie par la végétation. Quelques fronts résiduels sont observables côté les Appens d'une hauteur comprise entre 4 et 5 mètres.  Les fronts résiduels en bordure du périmètre exploitables étaient déjà existants, sauf pour la partie ouest de l'Horme qui a connu une extraction aboutissant à un talus résiduel le long de la voie ferrée.  Les fronts sur la limite nord de l'Horme atteignant 15 mètres de hauteur (et dans l'angle de la parcelle 23, 16 à 17 mètres) ont été laissés en l'état et n'ont pas été exploités dans le cadre de l'arrêté préfectoral de 2013 du fait de la présence d'espèces patrimoniales conformément à l'article 27.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (Hibou Grand Duc et Hirondelles de rivage).  Les côtes minimales n'ont pas été atteintes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 22
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modalités de la remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doivent correspondre aux dispositions présentées dans la demande et aux plans et coupes annexés au présent arrêté.</p> <p>La remise en état comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour la partie Appens <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le nettoyage et sécurisation de toute l'emprise du site ;</li> <li>◦ le remblaiement partiel et la création d'un plan d'eau ;</li> <li>◦ la mise en place de haies ;</li> </ul> </li> <li>• Pour la partie l'Horme : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le nettoyage et sécurisation de toute l'emprise du site ;</li> <li>◦ le démantèlement des merlons périphériques ;</li> <li>◦ le remblayage intégral ;</li> <li>◦ la restitution du sol pour un usage agricole ;</li> <li>◦ la mise en place de haies côté voie ferroviaire ;</li> <li>◦ l'aménagement de la zone à caractère écologique concernant la faune protégée inféodée au site (Sonneur à ventre jaune, Crapaud calamite, Triton palmé, Hibou grand duc, Hirondelle des rivages) ;</li> <li>◦ la conservation en l'état du bassin de décantation.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les talus et remblaiement seront réalisés avec les matériaux de découvertes du site et des matériaux inertes. Les stériles et la terre végétale issue du décapage seront intégralement utilisés au bénéfice du réaménagement du site. L'apport de terre végétale extérieure au site est interdite de manière à éviter la propagation d'espèces végétales invasives.</p> <p>L'acceptation des matériaux inertes destinés au remblayage dans le cadre du réaménagement doit respecter les dispositions de l'annexe 3 relative au remblayage.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La remise en état doit être effective à l'échéance de l'autorisation donc au 20/12/2023.</p> <p>L'exploitant souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modifier quelques modalités de la remise en état côté l'Horme,</li> <li>- modifier complètement le projet de réaménagement côté les Appens pour la création d'une ISDI 3+</li> </ul> <p>Un dossier de demande de modification des conditions de remise en état doit être déposé dans les meilleurs délais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 27.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Préservation de la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitation ne concernera pas les fronts hébergeant les sites de nidification du Grand duc d'Europe et de l'Hirondelle des rivages. Le front aménagé pour accueillir les hirondelles des rivages est entretenu en dehors de la présence des hirondelles pour maintenir en état cet habitat.</li> <li>- Avant chaque période d'exploitation, l'exploitant fait appel à un écologue dûment autorisé pour effectuer le transfert des espèces protégées présentes au droit de la zone exploitée vers la zone humide sur la zone de l'Horme. Un compte rendu d'opération sera communiqué tous les ans à l'inspecteur des installations classées et au service environnement de la DDT.</li> <li>- La zone humide réaménagée sur la zone de l'Horme qui accueille de nombreuses espèces d'amphibiens et notamment le sonneur à ventre jaune, le triton palmé, le cuivré des marais ... est préservée. Un plan de gestion est proposé dans un délai d'un an à compter de la signature de l'arrêté et mis en œuvre.</li> <li>- Le bassin de décantation sur la prairie de l'Horme restera en état et sera clôturé.</li> <li>- Les haies, bosquets et arbres qui seront installés lors de la remise en état seront constitués d'espèces locales.</li> </ul> <p>Les haies seront réalisées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* plusieurs lignes de plantation composées d'arbres de haut jet et d'arbustes champêtre installés en quinconce et qui présenteront une largeur minimale de 6 m</li> <li>* une banquette herbeuse d'une largeur de 2 m installée de part et d'autre des lignes de plantation. Le couvert herbeux sera composé d'un mélange d'espèces autochtones.</li> </ul> <p>L'étang aménagé sur la partie des Appens devra présenter des berges présentant des secteurs à pentes douces et talutées favorables à l'installation d'hélophytes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fronts hébergeant les espèces patrimoniales n'ont pas été exploités. L'exploitant a fait faire un suivi écologique depuis 2004.</li> <li>- L'exploitant a fait réaliser un suivi chaque année ; aucun transfert d'espèces protégées n'a été réalisé.</li> <li>- La zone humide favorable aux batraciens n'était pas visible le jour de l'inspection, envahie par la végétation.</li> <li>- L'exploitant a transmis la notice de gestion suite à l'inspection. Au cours de l'inspection, l'exploitant a admis qu'il n'avait pas connaissance du contenu de cette notice et s'en remettait au passage annuel de FNE pour réaliser les travaux nécessaires.</li> </ul> <p>Selon cette notice, des opérations de curage et une gestion des ligneux sur la zone humide doivent être réalisés tous les 2 ans.</p> <p>Selon ce même rapport, un curage des fossés et des mares 1 et 2 avaient été réalisées en 2015.</p> <p>Selon le rapport du suivi écologique de 2019 :</p> <p>"En 2017, FNE Loire avait observé que les chenaux et les mares s'étaient en partie comblés suite aux orages, la dernière restauration ayant été effectuée en 2012. Il fallait donc intervenir afin de rendre le milieu à nouveau attractif pour le Sonneur à ventre jaune.</p> <p>L'entreprise Bouyer Leroux a donc missionné la MFR d'anse afin de réaliser ces travaux : débroussaillage et coupe de de Robinier faux acacia, curage des mares et chenaux.</p> <p>cette opération s'est déroulée le 19 février."</p> <p>Depuis février 2019, l'exploitant n'a plus entrepris de travaux de gestion de cette zone. Cette zone doit être réhabilitée dans les meilleurs délais, dans le respect de la notice de gestion établie en 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bassin de décantation sur la prairie de l'Horme est conservé et clôturé.</li> <li>- La plantation des haies et l'aménagement des berges n'ont pas encore été réalisés. Ces aménagements dépendront du dossier de demande de modification des conditions de remise en état.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 27.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi de la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi relatif aux espèces protégées.  Ce suivi concerne a minima des espèces protégées présentes sur le site à savoir le Cuivré des marais, le Sonneur à ventre jaune, l'Alyte accoucheur, le Crapaud calamite, le Triton palmé, le Grand duc d'Europe, l'Hirondelle des rivages, le Milan noir, l'Oedicnème criard, le Petit Gravelot (...) et de leurs habitats.  Chaque phase quinquennale fait l'objet de 2 suivis. Enfin, un suivi est réalisé au terme de la remise en état.  Chaque suivi fait l'objet d'un rapport transmis à la DREAL en deux exemplaires et à la DDT de la Loire. Au regard des résultats des suivis, des mesures correctives pourront être proposées.
<b>Constats :</b> Depuis l'autorisation de 2013, l'exploitant dispose d'un suivi annuel jusqu'à l'arrêt de l'activité (2017). Un dernier suivi a été réalisé en 2019.  L'exploitant a transmis l'ensemble des rapports après l'inspection. Le suivi a surtout porté sur le Crapaud sonneur à ventre jaune, la grenouille verte, le Crapaud calamite, le Cuivré des marais, le Hibou Grand Duc puis ensuite sur le Guêpier d'Europe.  Dans le cadre du projet de modification des conditions de remise en état, un nouveau bureau d'études (EVINERUDE) a été sollicité pour établir un pré-diagnostic (évaluation des enjeux en fonction des suivis écologiques réalisés sur ce site).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet